

# CAP Chercheurs

## Séance plénière

4 mars 2015

Le mercredi 4 mars s'est tenue la plénière des CAP Chercheurs (DR – CR – ASC).

### Le Bilan de cette séance plénière

---

Cette CAP plénière des chercheurs de l'INRA a d'abord permis aux organisations syndicales de s'exprimer sur leur vision de la politique actuelle de l'Institut. A cet égard, la CGT au cours d'une déclaration liminaire\*, a tenu à interpeller la Direction Générale sur les conséquences désastreuses de la politique d'austérité, de restructuration et de mutualisation forcées dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche engagée par la loi Fioraso. La CGT a dénoncé cette situation d'autant plus scandaleuse que les salaires dans la fonction publique, et donc des chercheurs sont bloqués depuis 5 ans et jusqu'en 2017, et subissent une diminution progressive du fait de l'augmentation des prélèvements pour la retraite. Dans ce contexte, la CGT a réitéré son soutien au manifeste public lancé par 50 chercheurs pour le rétablissement d'une subvention d'état permettant le fonctionnement effectif de toutes les unités INRA, en la chiffrant à 20 000 € par chercheur et ingénieur présent par unité de recherche, et l'assurance d'une recherche originale de qualité, non réduite à de la gestion et de l'ingénierie. Elle a enfin rappelé les revendications de sa plateforme revendicative de congrès concernant les chercheurs à l'INRA.

En réponse, F. Houlier a reconnu que la situation budgétaire n'était ni facile ni commode... et inédite par certains égards (sic !), et qu'il entendait le message émis par les unités et les personnels. S'il a reconnu avoir voulu privilégier le renouvellement des chercheurs au détriment des ITA dans le budget (en s'abritant derrière ce magnifique concept de GPEC), il a reconnu également que ce choix générerait des formes d'hétérogénéité entre départements, unités et équipes. *En bref, à situation difficile, choix de despote et tant pis pour la casse !*

[Les chercheurs à l'Inra :  
contexte et repères, bilan de la  
campagne de recrutement 2014 et  
perspectives 2015.](#)

---

C'est donc, d'après notre Direction Générale, le constat de la structure d'emploi particulière des chercheurs à l'INRA (22% de chercheurs contre 45% au CNRS et 43% à l'INSERM) qui a guidé les recrutements 2014 afin de corriger ces disparités. Il nous a été par contre impossible de savoir pourquoi l'INRA, dont le ratio chercheurs/ITA reflète de fait sa forte orientation vers l'expérimentation de terrain (fort taux d'UEs), devrait s'aligner progressivement sur les deux autres EPST cités ? **Ce repyramidage vers plus de chercheurs dans l'institut va poser rapidement le problème du volume de recrutement des ITA (et notamment des petites catégories), et donc à terme poser rapidement problème pour les IEs et UEs !**

Pour ce qui est des données 2014, l'INRA compte 59,4% de CR et 40,6% de DR, avec 31 départs à la retraite de chercheurs dans l'année. Le concours CR2 sur profil possède un taux de pression stable mais inquiétant de 16,5, avec un âge médian de recrutement de 31 ans. Le concours CR1 sur projet possède un taux de pression en baisse de 8,2 avec un âge médian de 34 ans. Enfin le concours DR2 sur projet voit son taux de pression monter à 2,6 avec un âge médian de recrutement de 42 ans. En 2015, seront ouverts au concours 30 profils en CR2, 9 CR1 et une « poignée » de DR2.

La CGT a interpellé la Direction Générale sur le nombre infructueux de concours CR2 (5 postes) alors que le taux de pression de ce concours reste infernal. La raison invoquée par la Direction à ces échecs proviendrait de la difficulté à recruter sur certains profils de compétences rares qui nécessitent alors de retravailler/réadapter le profil pour l'année suivante. **La CGT a tenu alors à rappeler qu'il existait un statut d'ASC, progressivement abandonné par l'INRA, qui permettait alors de pallier ces problèmes de carence de compétences en formant des chercheurs in situ.**

Une autre interrogation des syndicats concerne le chiffre surprenant de 10% de départs volontaires de chercheurs de l'INRA sur 10 ans suivant le rapport GPEC de L. Bruckler. Il a donc été demandé de fournir à une prochaine CAP plénière l'ensemble des documents et données correspondant.

### La Gestion Prévisionnelle et la Vision Stratégique des Emplois et des Compétences (GPEC/VSEC)

---

Le rapport de L. Bruckler a fait la synthèse des 14 SSD (schémas stratégiques de départements), et a étudié les effectifs et dynamiques démographiques sur 15 ans. Un séminaire interne DRH en mai 2014 l'a traduit en compétences recherchées et en solutions à explorer. Il y aura donc un re-croisement avec les prochains SSD à terme. Ensuite tous les leviers RH de l'INRA (formation, mutation, partenariat) seront mobilisés pour répondre à ces orientations : les arbitrages sur les postes 2015 en sont un premier maillon.

Les différents élus ont attirés l'attention de la Direction sur le fort impact que ces orientations auraient sur les unités, alors que l'analyse ne portait pas sur ce grain-là. F. Houllier reconnaît que ces orientations seront impactantes pour les unités et les chercheurs. Dans le cadre des procédures, il va y avoir une redéfinition des procédures de mobilité et d'arbitrage des postes (sur un pas de temps de 2 ans). Les orientations nouvelles de l'INRA et des nouveaux SSDs vont répartir géographiquement les besoins. **Une nouvelle Note de Service va être diffusée sous un mois sur les recrutements CDDs, avec un renseignement des raisons du recrutement (temporaire ou non, et ciblage de l'activité). Un projet de NS sur la mobilité sera proposé pour septembre, pour une application début 2016. Cette réforme touchera Chercheurs et ITA avec des modalités différentes pour les deux corps. Ce document ne traitera pas du volume total de recrutements de l'INRA.**

Pour la Direction Générale, il faudra assumer des réorganisations (ouverture/fermeture de disciplines, partenariats nouveaux) dans un monde incertain et en assumant collectivement les conséquences, mais il faudra préparer ces transitions au niveau des personnels. L'analyse sur les fonctions d'appui n'a pas été développée, mais semble difficile à réduire aujourd'hui. L'image utilisée par un Chef de département présent est celle de la situation d'un urgentiste du SAMU face à un blessé souffrant de nombreuses hémorragies avec un nombre très limité de pansements compressifs : **on va droit à l'hémorragie essentielle, avec le pansement que l'on a (sic !).**

### Bilan quantitatif du versement de la prime d'excellence scientifique (PES)

---

En 2014, 205 primes ont été distribuées (11 de type 1, 11 de type 2a, 137 de type 2b, 53 de type 3), et surtout à des DR2. 43 nouvelles PES distribuées en 2014 pour 4 ans (dont 34 renouvellements de demande pour 4 ans) sur 110 demandes : la majorité des primés 2014 étaient déjà primés auparavant !

**La CGT est intervenue pour dénoncer, une fois de plus, son refus de cette prime inique dans un contexte budgétaire catastrophique.**

### Déclaration CGT-INRA

---

Comment faire de la recherche publique de qualité et indépendante des lobbies alors qu'a été mise en place, par le biais de la loi Fioraso, une politique d'austérité, de restructuration et de mutualisation forcées dans l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ?

Cette politique d'austérité qui s'accompagne de budgets désastreux, ne permet plus aux équipes et à leurs chercheurs d'assurer leurs missions. Alors que sont demandées aux chercheurs plus d'excellence, plus d'innovation, plus de publications de qualité, cette absence de crédits récurrents impose aux chercheurs de délaisser leurs recherches pour partir à la chasse au financement sur projets, avec le succès que l'on sait (ex. : 8% à l'ANR en 2014).

Et quand par chance un contrat est décroché, les moyens financiers sont dédiés à des recherches

finalisées ciblées qui participent au renforcement de l'emploi précaire (CDD) et ne permettent pas une recherche de veille originale et pro active sur le long terme.

Compte tenu de l'absence de financement récurrent et du maigre taux de succès aux appels à projets nationaux, comment être surpris que des pans entiers de recherche soient délaissés et que des collègues se retrouvent en grande difficulté ?

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que les salaires dans la Fonction Publique, et donc celui des chercheurs, à qui leurs tutelles demandent tant et avec en retour si peu pour fonctionner, sont bloqués depuis 5 ans et jusqu'en 2017, et subissent de plus une diminution progressive du fait de l'augmentation des prélèvements pour la retraite.

Quant à la prime d'excellence scientifique (PES), qui ne bénéficie qu'à quelques-uns alors qu'elle devrait récompenser le travail de tous, elle reste une prime au mérite qui n'est pas justifiée et qui divise profondément notre communauté.

A cela on pourra ajouter des carrières difficiles dès le recrutement, avec une intégration des chercheurs sur poste de titulaire désormais seulement possible après de longues années de CDD. De plus, la reconnaissance de la qualification au travers du concours des chargés de recherche vers le corps des directeurs de recherche reste encore un fort point de blocage dans l'Institut. Et enfin, il n'y a que peu de perspectives de carrière dans le corps des directeurs de recherche bien qu'il y ait eu récemment des améliorations des passages DR2-DR1 et DR1-DRE.

Cette situation, qui renforce l'austérité et qui tend vers une réduction du nombre de disciplines et du soutien de base des laboratoires, ne peut que rendre encore plus sélectifs et intenable les critères d'évaluation des unités de recherche et des chercheurs.

Aussi, face la précarité grandissante, au manque de moyens, à la dégradation des conditions de travail, ainsi qu'aux pressions et contraintes sur le choix des thèmes de recherche, 50 collègues de tous centres et départements ont lancé un manifeste public pour le rétablissement d'une subvention d'état permettant le fonctionnement effectif de toutes les unités INRA. Cette subvention chiffrée à 20 000 € par chercheur et ingénieur présent par unité de recherche, est un préalable à la réalisation d'une recherche publique originale et de qualité, non réduite à de la gestion et de l'ingénierie. La CGT-INRA appuie complètement cette demande qui a déjà reçu de nombreuses autres signatures de soutien.

Les représentants du personnel chercheur (ASC, CR, DR) de la CGT INRA alertent la Commission Administrative Paritaire Nationale des chercheurs sur cette situation délétère pour la Recherche Agronomique Publique et les carrières des chercheurs, et remettent en cause le financement quasi exclusif sur projet ainsi que la précarisation de l'emploi chercheur. Les représentants CGT INRA des chercheurs revendiquent :

- Le recrutement de titulaires au plus près des diplômes, avec un plan efficace de création d'emplois de chercheurs titulaires à l'échéance du post-doc de 2 ans.
- Des carrières attractives et la reconnaissance des qualifications.
- Un repyramidage CR/DR et un déblocage de carrières des DR.
- Le non asservissement aux lois du marché national et international de la Recherche Publique.
- Le retour de l'argent des agences de financement public parasites vers les laboratoires publics.
- Le retour d'un soutien de base récurrent et décent aux unités de recherche, chiffré à minima à 20 000 € par chercheur et ingénieur présent par unité de recherche.
- La suppression de la prime d'excellence scientifique.
- La revalorisation des salaires et une compensation pour les pertes subies de pouvoir d'achat subies depuis 2010.
- Une évaluation qui repose sur des critères scientifiques et respecte les missions statutaires du chercheur.
- Le renforcement du rôle des CAP chercheurs et de leur avis lors de l'examen des dossiers des chercheurs en difficulté.